



JOURNEE DU JEUDI 21 NOVEMBRE 2013

Intervention de Monsieur Antoine Prost, président du Conseil scientifique de la Mission du Centenaire

Jean Dumonteil :

Nous accueillons maintenant Antoine Prost, qui est le président du Conseil scientifique de la Mission du Centenaire, et Joseph Zimet, qui est le directeur général de la Mission du Centenaire.

Monsieur le professeur, bonjour. Vous êtes ici chez vous, parce que, élu local, vous avez été adjoint au maire d'une grande ville, la ville d'Orléans, pendant longtemps, mais vous êtes à ce pupitre comme président du Conseil scientifique de la Mission du Centenaire, comme historien de cette période, et nous souhaitons vous entendre sur le rôle des communes et des maires pendant la Grande guerre.

Antoine Prost :

Merci beaucoup.

Monsieur le ministre, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les élus,

C'est très intimidant de parler devant une telle audience ; même le grand amphi de la Sorbonne ne souffre pas la comparaison.

Permettez-moi de commencer mon propos par deux mots sur les commémorations que nous avons examinées pour donner le label. Vous savez qu'il y avait 1 200 projets de commémoration, et nous en avons labellisées plus de 800 – 845 exactement – qui montaient des différents départements par l'intermédiaire des comités départementaux. Ce qui est très frappant, c'est que cette commémoration est une commémoration qui vient d'en bas, qui vient des familles, qui vient des communes. C'est une commémoration qui est très enracinée dans les terrains. On pourrait le résumer en disant qu'on commémore l'épreuve qu'ont traversée les gens d'ici et les soldats d'ici. L'une des commémorations – son intitulé

– qui m'a beaucoup séduit et convaincu, et qui résume bien toutes les autres, c'est « notre vie, en attendant vos lettres ». Vous avez à la fois ceux qui sont dans la communauté et qui sont partis au front, et ceux qui sont dans la communauté et qui restent.

Ces commémorations vont être très enracinées dans la vie des communes, et ce qui est frappant, c'est que c'est la commémoration d'une épreuve qui est traversée, qui a été traversée collectivement. Mais dans « épreuve », il y a « faire ses preuves ». L'épreuve est ce qui permet de réussir un examen, et d'une certaine manière la guerre de 14-18 a été un examen de passage que la République française a traversé avec succès. Et je voudrais que les commémorations n'oublient pas de se poser la question du pourquoi de ce succès.

C'est ici que je retrouve les communes pendant la guerre, parce que l'une des grandes raisons de la victoire de 1918, c'est que le front de l'intérieur a tenu. L'Allemagne a perdu la guerre, certes, sur le front français, mais elle l'a perdue sur le front intérieur. L'administration allemande ne satisfaisait pas les militaires, qui ont entrepris de réorganiser la production et les échanges, de réglementer le transport et le ravitaillement, d'une manière tellement désastreuse que l'Allemagne – et l'on pourrait dire la même chose de la Russie et de l'Autriche-Hongrie – en 1918, n'est plus administrée. Il y a partout des hordes de citoyens affamés qui fréquentent les campagnes et qui envahissent les fermes pour essayer de trouver du ravitaillement. Les soldats qui remontent après des permissions se perdent en route. Dans une de ses publications, Ernst Jünger, qui est un nationaliste fervent, félicite un de ses camarades d'être remonté avec les deux tiers de son effectif au front – ce qui veut dire qu'il en a quand même perdu un tiers en cours de route. Donc

l'Allemagne est complètement désorganisée. Pourquoi ? Parce que le front intérieur n'a pas tenu. Et le front intérieur en France a tenu, à cause d'une très bonne liaison entre trois séries d'acteurs : l'Etat, représenté par les préfets et les sous-préfets dans les départements, les communes et leurs équipes municipales, et puis une pléiade d'associations locales de – comment dirais-je ? En anglais on dirait « charities » – associations de secours aux soldats, des groupes qui se sont constitués pour envoyer des chaussettes, des couvertures, des colis aux soldats, et mener des quantités d'opérations de bienfaisance. Ceci a donné aux villes une triple fonction, essentielle si on veut comprendre pourquoi la France a résisté – on peut dire la même chose de l'Angleterre – pourquoi le front intérieur a tenu.

D'abord parce que ces trois acteurs se sont entendus. Ils ont travaillé la main dans la main.

Ensuite les villes ont joué un rôle particulièrement important dans trois domaines. Le premier, je vais y passer rapidement, c'est l'accueil des réfugiés, car il ne faut pas oublier que le début de la guerre en 1914, c'est un immense exode, moins préoccupant, moins grave que celui de 1940, mais néanmoins un exode considérable qui commence par les Belges pour se poursuivre avec les gens du Nord. Et vous en trouvez partout ! La ville de Montauban a gardé des rapports avec les Belges, parce qu'ils en ont accueillis beaucoup. Et Montauban, ce n'est quand même pas proche de la frontière. C'est un premier point, qui a été difficile à gérer dans la durée. Cela s'est bien passé en août, septembre, octobre 1914, mais ensuite les choses sont devenues plus compliquées parce qu'il y avait d'autres urgences.

Le second aspect, ce sont tous les comités, je dirai « patriotiques », parmi lesquels j'ai évoqué tout à l'heure ceux qui envoyaient des vêtements chauds aux soldats, mais il y a aussi ceux qui accueillaient les blessés, qui encadraient les hôpitaux, qui accueillaient éventuellement les permissionnaires. Les villes ne sont pas directement à la manœuvre, mais elles sont presque toujours en soutien, parce qu'il y a des locaux à fournir, des coups de main à donner pour expédier des colis... c'est une activité tout à fait essentielle.

Et puis il y a la troisième responsabilité, qui est fondamentale, c'est celle du ravitaillement. En effet, il y a eu des restrictions, non seulement alimentaires, mais aussi sur le charbon, qui, évidemment, venait à manquer, puisque les bassins miniers du Nord avaient été occupés en grande partie par les troupes allemandes. Donc le ravitaillement a

été organisé par les municipalités, et on a mis en place à cette époque notamment les cartes de ravitaillement, des dispositifs qui ont refonctionné pendant la Seconde guerre mondiale parce qu'ils avaient été expérimentés pendant la Première guerre. C'est comme l'impôt de solidarité sur la fortune : quand les fonctionnaires de Bercy ont créé cet impôt, ils ont repris les circulaires de 1946 qui avaient organisé le premier impôt exceptionnel de solidarité dans ce pays. Les administrations ont en général de la mémoire, et cela leur sert.

L'affaire du ravitaillement est tout à fait fondamentale, car la France comme l'Angleterre ont réussi à maintenir un niveau de vie minimal des populations, alors que l'Allemagne s'est enfoncée complètement. La réglementation des prix, édictée par les militaires, a enclenché un formidable marché noir : en 1918, le tiers des produits alimentaires allemands ne se trouve plus que sur le marché noir et les villes allemandes sont obligées d'acheter au marché noir les produits qu'elles mettent dans leurs soupes populaires. C'est vous dire le degré de détérioration atteint. Evidemment les magasins sont vides, les ménagères font la queue pendant trois heures et quand leur tour arrive, il n'y a plus rien sur les étals des boulangers ou chez les marchands de beurre ou de fromage. Donc la responsabilité des maires dans le ravitaillement est tout à fait fondamentale.

Ce qui m'amène à une conclusion – vous voyez que je me tiens dans le temps qui m'est imparti – en forme de vœu, en forme de souhait. J'ai regardé un peu la bibliographie avant de venir vous voir, et je dois dire qu'il n'y a pas beaucoup, il n'y a même pas du tout d'étude spécifique sur l'action des municipalités. Il y a une étude qui vient d'être publiée, une comparaison entre une ville anglaise et une ville du Languedoc : c'est la vie de la ville, ce n'est pas l'action de la mairie qui est étudiée. Et je trouve que les multiples expositions qui vont avoir lieu sur la vie entre 1914 et 1918 dans vos communes seraient une bonne occasion pour tenter de jeter un coup d'œil sur la façon dont les services municipaux se sont comportés pendant cette période. Car les services municipaux ont été mobilisés comme tout le monde ; il y a eu des chefs de service, il y a eu des éboueurs, des gardes champêtres, qui sont partis à l'armée, comme les instituteurs, ou comme tous les hommes en âge de service actif. Donc il serait bon que cette occasion ne soit pas perdue, et que la commémoration soit aussi une occasion de faire avancer nos connaissances sur ce sujet qui n'intéresse pas seulement les élus, qui intéresse aussi les électeurs.

Merci beaucoup.